



WORLD WIDE VIEWS ON

Climate and Energy

Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie

**Rapport de résultats de l'enquête
Juillet 2015**



United Nations
Framework Convention on
Climate Change



TEKNOLOGI RÅDET
DANISH BOARD OF TECHNOLOGY FOUNDATION



Missions
PUBLIQUES



cndp Commission nationale
du débat public

1. Présentation du « World Wide Views on Climate and Energy » : Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Energie	2
A. Contexte et objectif	2
B. La méthode	4
C. La liste des thèmes et questions communs à l'ensemble des pays participants	6
D. Les enjeux pour les responsables politiques et l'organisation de la COP 21	8
E. Le débat citoyen planétaire : retour en image	9
2. Le débat citoyen en Guadeloupe	10
A. Stratégie de recrutement des citoyens et statistiques	10
B. Le thème et les questions spécifiques à la Région Guadeloupe : Le Plan Climat Energie Territorial (PCET)	12
C. Débat citoyen planétaire : retour en image en Guadeloupe	13
3. Les résultats	14
A. Synthèse des résultats portant sur les thématiques mondiales	14
La vision et les attentes des citoyens dans la lutte contre le changement climatique	14
S'adapter ou atténuer le réchauffement climatique ?	16
Le débat fait remonter des différences culturelles importantes entre les pays	21
B. Synthèse des résultats de la séquence régionale : PCET	24
C. Les contributions concrètes pour la lutte contre le changement climatique en Guadeloupe	27
4. Mise en perspective	30

1. Présentation du « World Wide Views on Climate and Energy » : Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Energie

Le Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Energie (WWViews on Climate and Energy) est une consultation globale citoyenne sur les enjeux liés au changement climatique. Son objectif était d'évaluer le degré d'implication des citoyens de différents pays du monde quant à la prise en charge du changement climatique et la transition énergétique.

A. Contexte et objectif

Le Samedi 6 Juin 2015, des milliers de personnes à travers le monde ont pris part à un évènement unique : **le Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Energie**.

Ce projet était initié par le secrétariat de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC), la Commission Nationale du Débat Public, la Fondation Danish Board of Technology et la Mission Publique avec le soutien du Gouvernement Français, hôte de la COP 21.

Plusieurs objectifs étaient recherchés dans cette démarche :

- Sensibiliser et informer les citoyens sur les conséquences du changement climatique et les inclure dans les discussions internationales de manière structurée ;
- Connaître l'opinion des citoyens à travers le monde et produire des résultats comparables ;
- Faire remonter les résultats aux décideurs et aux politiques et ainsi leur donner une meilleure base pour prendre des décisions en phase avec l'opinion publique.

Pendant 24 heures, 97 débats ont été organisés dans 76 pays associés à cette initiative. Dans chaque pays, 100 citoyens ont participé à une journée d'information et de délibération leur permettant de se former une opinion éclairée et de donner leur avis sur cinq sujets-clef des négociations de la 21ème Conférence des Parties (COP21), qui aura lieu à Paris en décembre 2015. Les rencontres ont débuté dans les îles du Pacifique et se sont conclues sur la côte Ouest des Amériques.

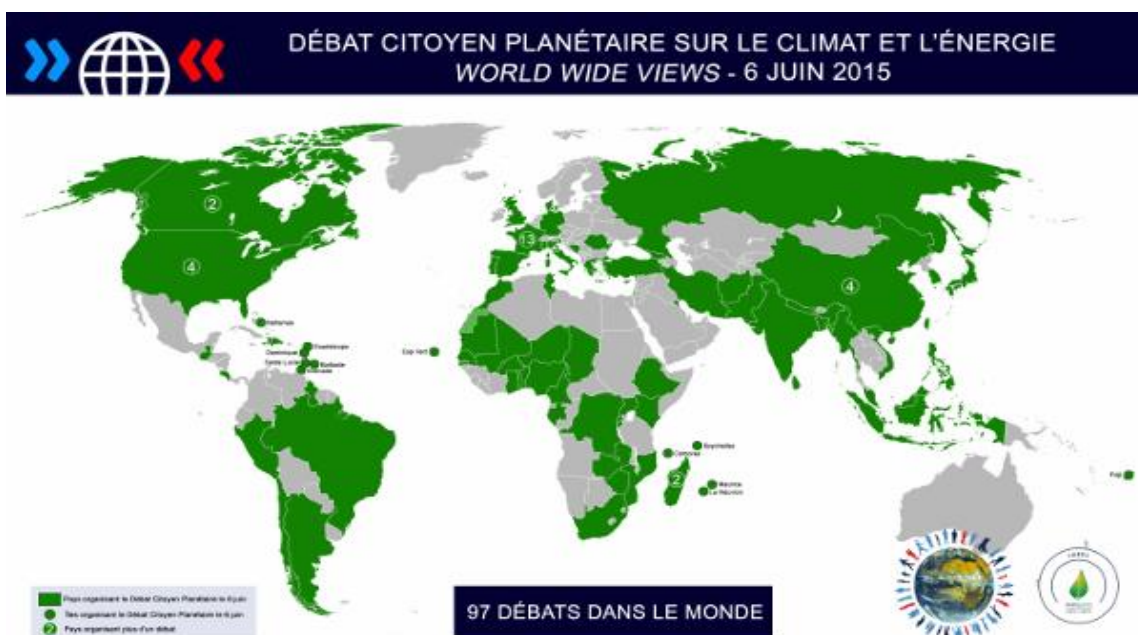


Figure 1 : Localisation des 97 débats dans le Monde

La France et ses Régions jouaient un rôle essentiel dans l'organisation de cette opération de démocratie planétaire.

Ainsi, se sont 14 régions françaises qui ont participé au Débat Citoyen Planétaire. Sept d'entre elles ont, de plus, contribué au financement de débats à l'étranger dans le cadre de leur coopération décentralisée.

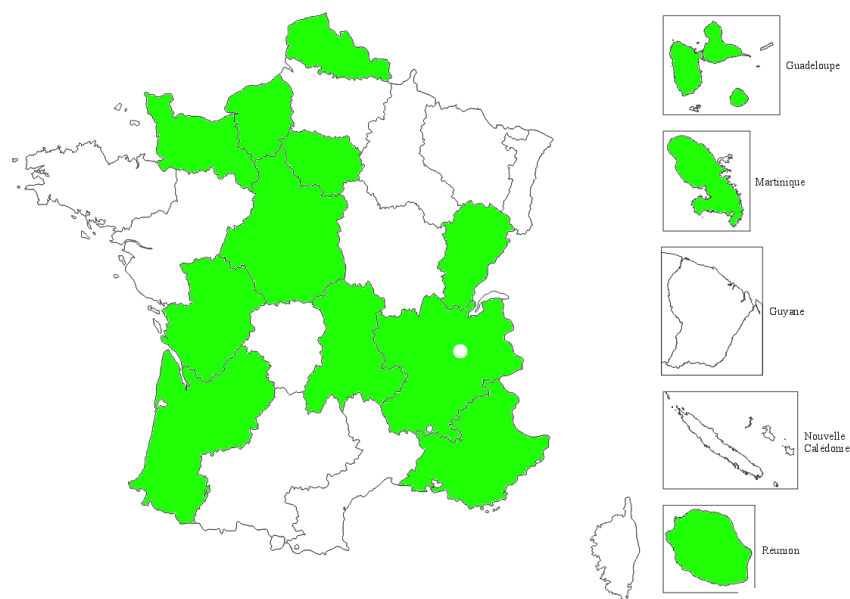


Figure 2 : Les Régions de France participant au Débat

Enfin, il est important de noter que la méthode WWViews a déjà été employée avec succès à l'échelle mondiale lors du WWViews sur le réchauffement climatique (2009) dans la perspective de la COP 15 puis lors du WWViews sur la biodiversité (2012) dans le sillon de la COP 12. Elle a également été mise en œuvre pour le European Wide Views sur la consommation durable et dans le cadre français lors du Débat sur la Transition Énergétique en 2013.

B. La méthode

La méthode World Wide Views articule des consultations citoyennes nationales en présentiel et une analyse transnationale des résultats reposant sur un outil internet de comparaison. Les citoyens de chaque consultation nationale reçoivent des informations identiques (avant et pendant la consultation), sont soumis aux mêmes procédures et répondent aux mêmes questions.

Les questions posées aux citoyens sont déterminées grâce à une consultation préalable des décideurs et des parties prenantes autour du monde, afin d'aborder les questions politiques les plus pertinentes, sujettes à débat ou litigieuses telles qu'elles seront dans les processus de décision. Les ressources prodiguées sont conçues pour fournir une vision la plus exhaustive possible des enjeux contradictoires des votes soumis. Avant d'être finalisées, la liste des questions et les ressources fournies font l'objet d'une double validation par un conseil scientifique ainsi que par

un panel sélectionné de citoyens dans chaque partie du monde. Les vidéos présentent un résumé de toutes les ressources écrites fournies.

Tous les débats sont organisés selon le même dispositif :

La journée est divisée en 5 sessions thématiques communes à l'ensemble des pays et une sixième session supplémentaire à portée régionale sur la Plan Climat Energie Territorial (PCET).

Une vidéo est présentée en introduction de chaque question thématique, puis chaque citoyen se voit présenter une série de questions (de 5 à 7) sous forme de QCM (Question à Choix Multiples). Des groupes de 8 à 10 citoyens délibèrent avant de répondre en groupes de travail. Un médiateur accompagne chaque table. A l'issue de chaque session – qui dure entre 30 minutes et une heure et demie – chaque citoyen vote individuellement pour chaque question.

Les votes sont ensuite recueillis et enregistrés sur le site World Wide Views, où les résultats pourront être consultés tout au long de la journée – de l'Asie jusqu'à la Côte Ouest Américaine.

Les résultats sont ensuite analysés et présentés aux décideurs politiques – à la fois par les partenaires responsables au niveau national et par les coordinateurs au niveau international – à l'image des process déjà mis en place pour les conférences des Nations Unies pour les conventions sur le climat et la biodiversité.



Figure 3 : Déroulement de la journée citoyenne

C. La liste des thèmes et questions communs à l'ensemble des pays participants

Pour le Débat Citoyen Planétaire, 29 questions communes à l'ensemble des pays ont été posées au cours de la journée.

Session 1 : L'importance de lutter contre le changement climatique

1. A quel point êtes-vous préoccupé par les conséquences du changement climatique ?
2. Selon vous, quelles sont les mesures pour lutter contre le changement climatique ?
3. Selon vous, sur quoi les efforts mondiaux devraient-ils se concentrer dans les prochaines décennies ?
4. A votre avis, les résultats des négociations Nation Unies sur le climat depuis 1992 ont-ils assez fait pour lutter contre le changement climatique ?
5. Quel est le degré d'urgence pour que le monde réagisse afin de lutter contre le changement climatique ?
6. A votre avis, qui devrait être essentiellement responsable de la lutte contre le changement climatique ?

Session 2 : Les outils pour lutter contre le changement climatique

1. Seriez-vous en faveur d'une taxe carbone ?
2. Lesquelles de ces approches préférez-vous afin de réaliser des réductions importantes d'émissions de gaz à effet de serre ?
3. Selon vous, quelles solutions seront les plus efficaces pour répondre au problème du changement climatique ?
4. Selon vous, lesquels des outils suivants sont adaptés à la réduction du niveau d'émissions de gaz à effet de serre
5. Comment le monde doit-il traiter les explorations pour trouver de nouvelles réserves de combustibles fossiles ?

Session 3 : Les négociations des Nations Unies et les engagements nationaux

1. Quelles étaient vos connaissances relatives au processus d'accord international sur le climat, avant de rejoindre le projet du Débat Citoyen Planétaire (WWViews) ?
2. Et maintenant ?
3. Que pensez-vous de la façon dont votre pays combat le changement climatique ?
4. Votre pays devrait-il prendre des mesures afin de réduire ses émissions de gaz à effet de serre ?
5. Un accord à Paris devrait-il comporter un objectif mondial à long terme pour arriver à zéro émission de gaz à effet de serre à la fin du siècle ?

Session 4 : L'équité et le partage

1. Quelle serait la meilleure base pour fixer l'ambition des contributions nationales en faveur du climat ?
2. Après l'année 2020, les pays à haut revenu devraient-ils payer plus que le montant convenu pour l'atténuation et l'adaptation des pays à faible revenu (100 milliards de dollars en 2020) ?
3. Les contributions du secteur privé devraient-elles être comptabilisées dans les offres de financement de la part des pays développés ?
4. Tous les pays en développement devraient-ils être classés dans une seule catégorie, comme c'est le cas à présent, ou les pays en développement les riches devraient-ils faire plus d'efforts ?
5. Considérez-vous que seuls les pays à haut revenu doivent contribuer au Fonds Vert pour le Climat ?
6. Les efforts des pays en développement devraient-ils dépendre du soutien financier des pays développés ?
7. Les autorités locales, y compris les villes, devraient-elles avoir accès aux financements du Fonds Vert pour le Climat ?
8. Laquelle des options suivantes, un accord à Paris devrait-il comporter afin de traiter les pertes et les dommages liés aux impacts du changement climatique ?

1. Pensez-vous qu'à Paris, les Pays devraient convenir d'actualiser les engagements en faveur du climat tous les cinq ans ?
2. Un organisme du niveau de l'ONU devrait-il être autorisé à faire des bilans pour évaluer la suffisance et l'équité des contributions des pays ?
3. Selon vous, les pays devraient-ils avoir le droit d'examiner les rapports des autres pays leurs efforts d'atténuation et d'adaptation ?
4. Un accord à Paris devrait-il comporter des objectifs nationaux à court terme ?
5. Les pays devraient-ils publier un rapport annuel sur les émissions et indiquer le progrès réalisé dans leurs engagements en faveur du climat ?

D. Les enjeux pour les responsables politiques et l'organisation de la COP 21

Le soutien de l'opinion publique est indispensable pour affronter le changement climatique et mener à bien la transition énergétique. Le Débat Citoyen Planétaire (WWViews) sur le Climat et l'Energie offre aux acteurs et responsables politiques une connaissance solide et profonde du niveau de soutien des citoyens. En effet, par sa méthodologie, il permet une visibilité des enjeux clefs qui sont rarement présents dans les sondages classiques.

Du fait de la fiabilité des résultats, le WWViews sur le Climat et l'Energie représente un véritable atout pour les décideurs et responsables politiques qui souhaitent mettre en valeur leur positionnement en s'appuyant sur l'opinion publique.

Les recommandations formulées par les citoyens lors du WWViews du 6 Juin 2015 ont été présentées aux négociateurs mondiaux lors de l'intersession du 15 Juin 2015 à Bonn (Allemagne). Ils seront également présentés au cours d'un grand évènement à Paris à J-60 de la COP 21.

E. Le débat citoyen planétaire : retour en image



Figure 4 : Arizona



Figure 5 : Costa Rica



Figure 6 : Ghana



Figure 7 : Inde



Figure 8 : Niger



Figure 9 : Palestine

2. Le débat citoyen en Guadeloupe

A. Stratégie de recrutement des citoyens et statistiques

En Guadeloupe, le Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Energie s'est déroulé le Samedi 6 Juin 2015 de 7h30 à 18h30 à l'Hôtel Créole Beach du Gosier. Au total, 99 citoyens recrutés via la presse, les réseaux de partenariat ou sociaux, les associations locales et les collectivités locales ont participé à ce débat.

Les participants étaient des citoyens non-avertis, choisis de façon à représenter la diversité sociodémographique de la Guadeloupe en tenant compte des critères d'âges, de genre, d'emploi, de niveau d'éducation et de zone géographique. Toutefois, un critère supplémentaire doit également être pris en compte : les citoyens sélectionnés ne devaient pas être des experts du climat et de l'énergie, soit, ni des scientifiques ni des parties prenantes. Toutefois, 6% du panel de citoyens étaient des experts sur la thématique du changement climatique (consultants, chercheurs, étudiants et chefs de projet en collectivité locale)

Ci-dessous les représentations du panel de citoyen présent en Guadeloupe :

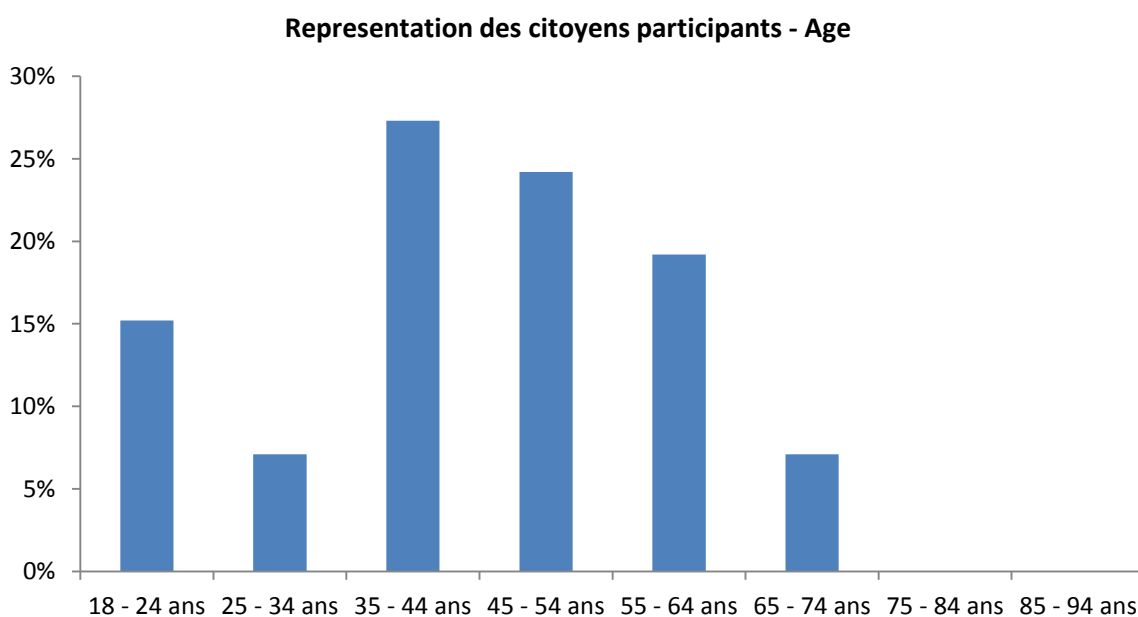


Figure 10 : Représentation par âge en %

Représentation des citoyens - Sexe (en %)

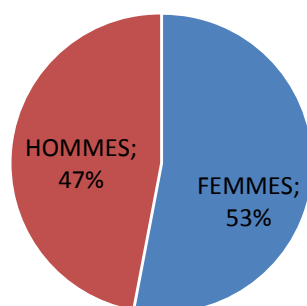


Figure 11 : Représentation par sexe en %

Catégories socio-professionnelles des participants (en nombre)

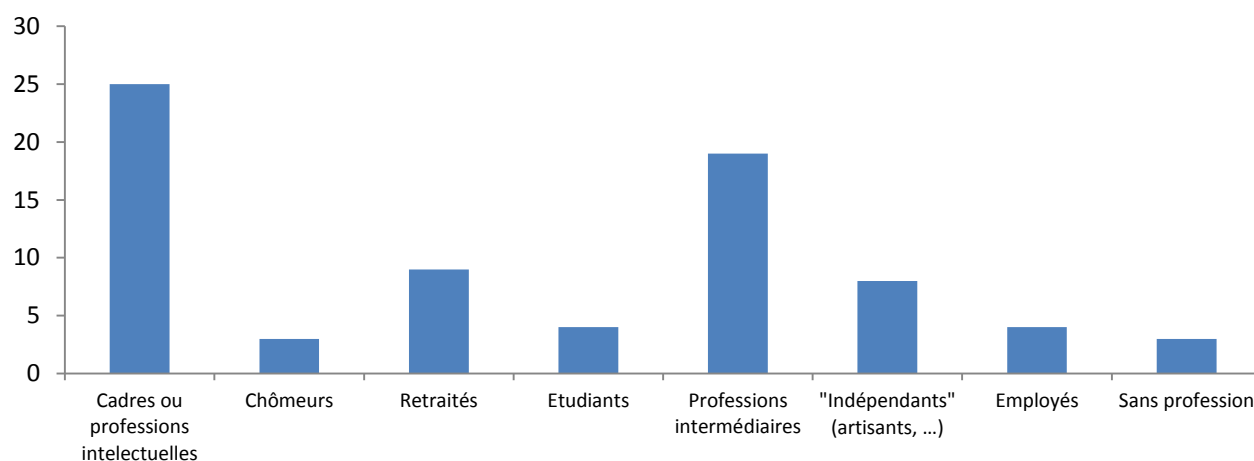


Figure 12 : Représentation par catégorie socio-professionnelle en nombre

Répartition géographique des participants (en nombre)

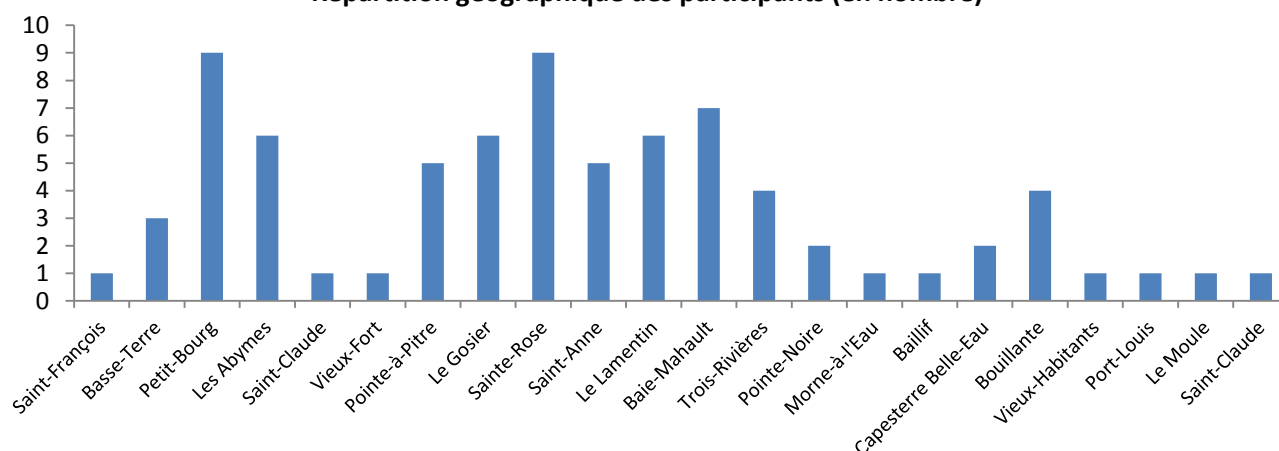


Figure 13 : Répartition géographique des citoyens en nombre

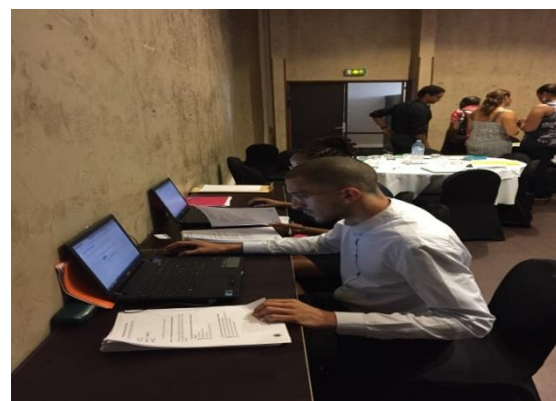
B. Le thème et les questions spécifiques à la Région Guadeloupe : Le Plan Climat Energie Territorial (PCET)

La Région organisatrice pouvait ajouter une sixième séquence de portée locale. Bien que cette séquence était facultative dans le protocole international, les participants de la Région Guadeloupe ont été invités à répondre à des questions traitant du Plan Climat Energie Territorial (PCET) en cours de réalisation à l'échelle du territoire régional. Ainsi, 5 questions spécifiques aux problématiques énergétiques et climatiques du territoire régional ont été posées aux citoyens.

Session 6 : Le plan Climat Energie Territorial de la Région Guadeloupe

1. Selon vous, le changement climatique constitue-t-il une menace importante pour la Guadeloupe ?
2. Selon vous, le changement climatique est-il suffisamment pris en compte dans la politique globale menée en Guadeloupe ?
3. A votre avis, qui devrait essentiellement être responsable de la lutte contre le changement climatique en Guadeloupe ?
4. Pensez-vous que les trois axes les plus générateur d'émissions de gaz à effet de serre (transport, consommations d'énergie et production d'énergie) mis en avant par les résultats du PCET reflètent les grands enjeux du territoire guadeloupéen au regard du changement climatique ?
5. Pensez-vous que des processus de dialogue comme le Débat Citoyen Planétaire (World Wide Views) devraient être organisés localement afin de traiter les problématiques du changement climatique de façon plus détaillée ?

C. Débat citoyen planétaire : retour en image en Guadeloupe



3. Les résultats¹

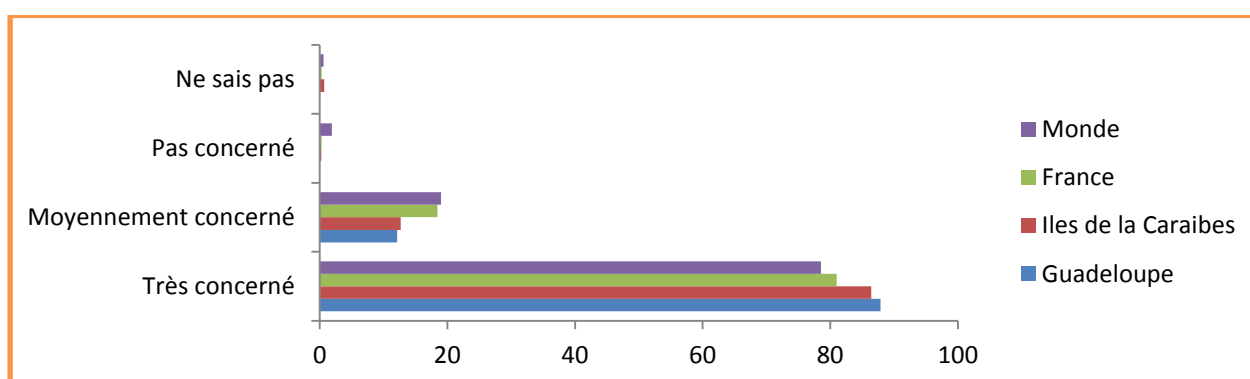
A. Synthèse des résultats portant sur les thématiques mondiales

Au vu des résultats de cette consultation, les organisateurs concluent que « les citoyens sont très concernés, critiques et volontaristes ». Néanmoins, de manière générale, que pensent les citoyens du monde du changement climatique. Trois grandes tendances se sont dégagées du débat citoyen planétaire sur le climat et l'énergie.

Il est à noter que nous comparons dans ce rapport les résultats à l'échelle mondiale, nationale (DOM-TOM compris), des îles de la Caraïbes (Bahamas, Barbade, République Dominicaine, Grenade, Guadeloupe et Sainte-Lucie) et de la Guadeloupe.

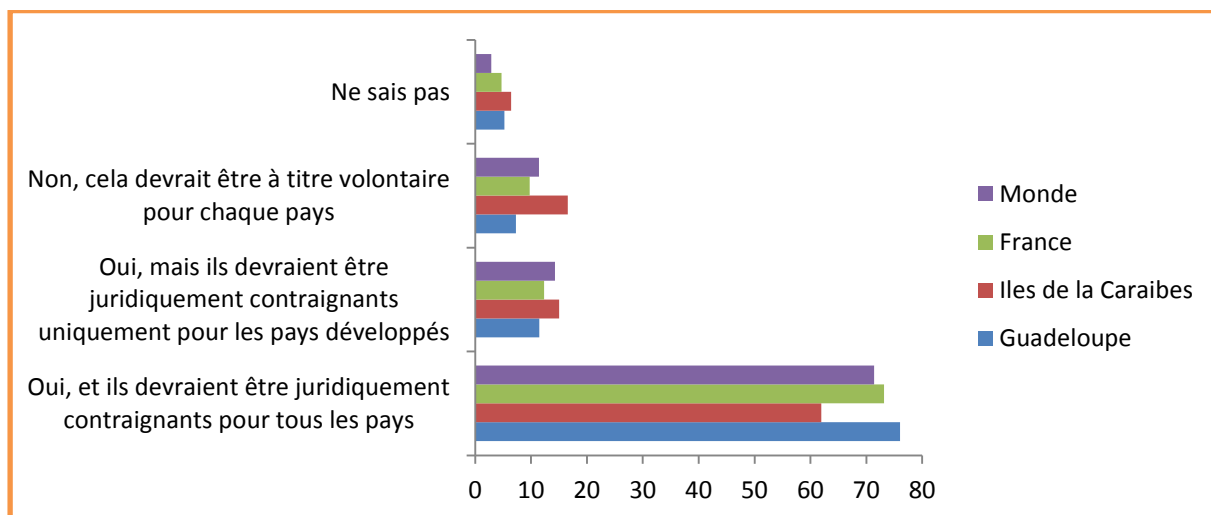
La vision et les attentes des citoyens dans la lutte contre le changement climatique

Les citoyens du monde partagent le même degré de conscience de la crise environnementale. A la question « A quel point êtes-vous préoccupé par les conséquences du changement climatique », plus de 78% de citoyens se disent être très concernés par le changement climatique (88% en Guadeloupe), 19% être moyennement concernés (12% en Guadeloupe). Ces chiffres se vérifient dans la plupart des pays, qu'ils soient développés ou non, du Nord ou du Sud, insulaires ou continentaux.

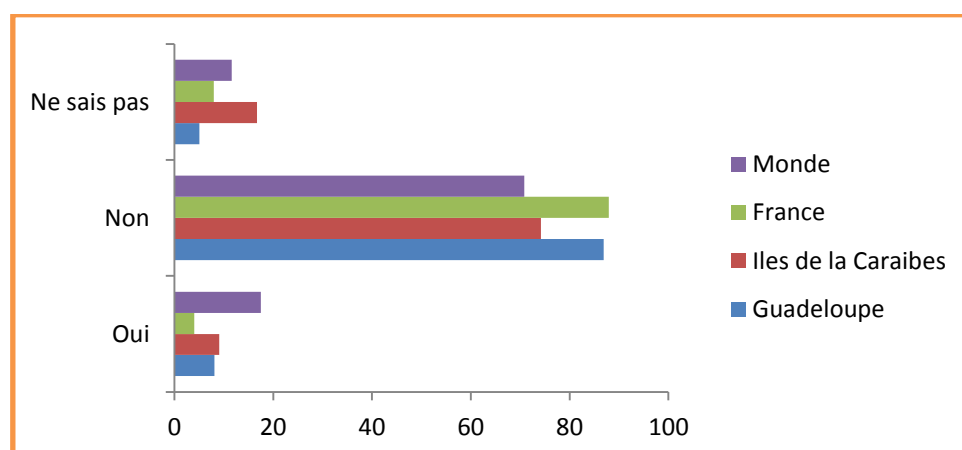


¹ Nous comparerons dans ce rapport les résultats à l'échelle mondiale, nationale, des îles de la Caraïbes (Bahamas, Barbade, République Dominicaine, Grenade, et Sainte-Lucie) et de la Guadeloupe

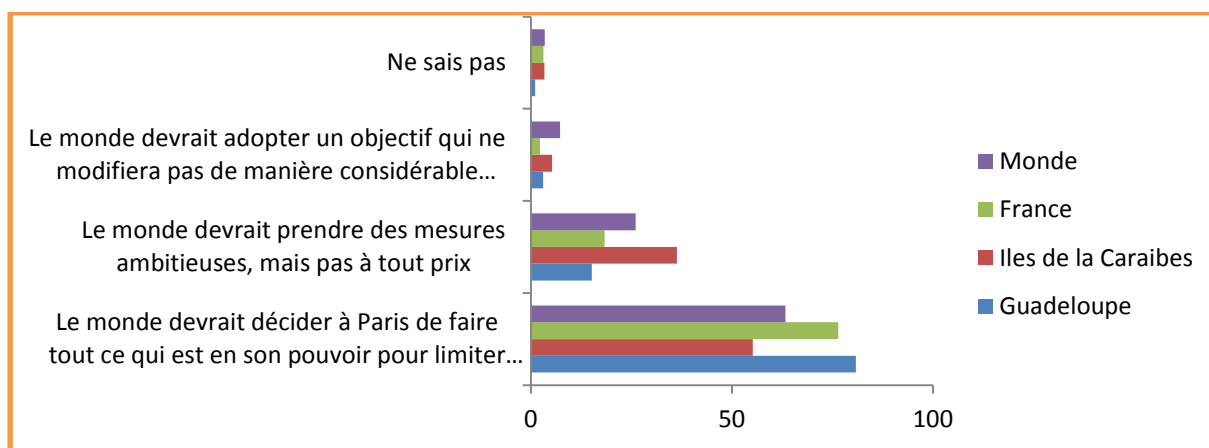
Face à la nécessité d'agir, une large majorité des participants au débat planétaire estime que chaque pays, qu'il soit développé ou pas, doit désormais s'engager à respecter l'accord qui aboutira à Paris. Quitte à subir d'éventuelles sanctions en cas de manquement. Ainsi, les citoyens du monde attendent beaucoup de la COP 21. Près de 71% des citoyens estiment que l'accord à Paris devra comporter des objectifs nationaux juridiquement contraignants pour tous les pays du monde à court terme (76% en Guadeloupe)



Malgré ces attentes, les citoyens jugent sévèrement les résultats des négociations des Nations Unies depuis 1992. Ils sont 71 % au niveau mondial à avoir un avis « très négatif » et même 88 % en France (87% en Guadeloupe)

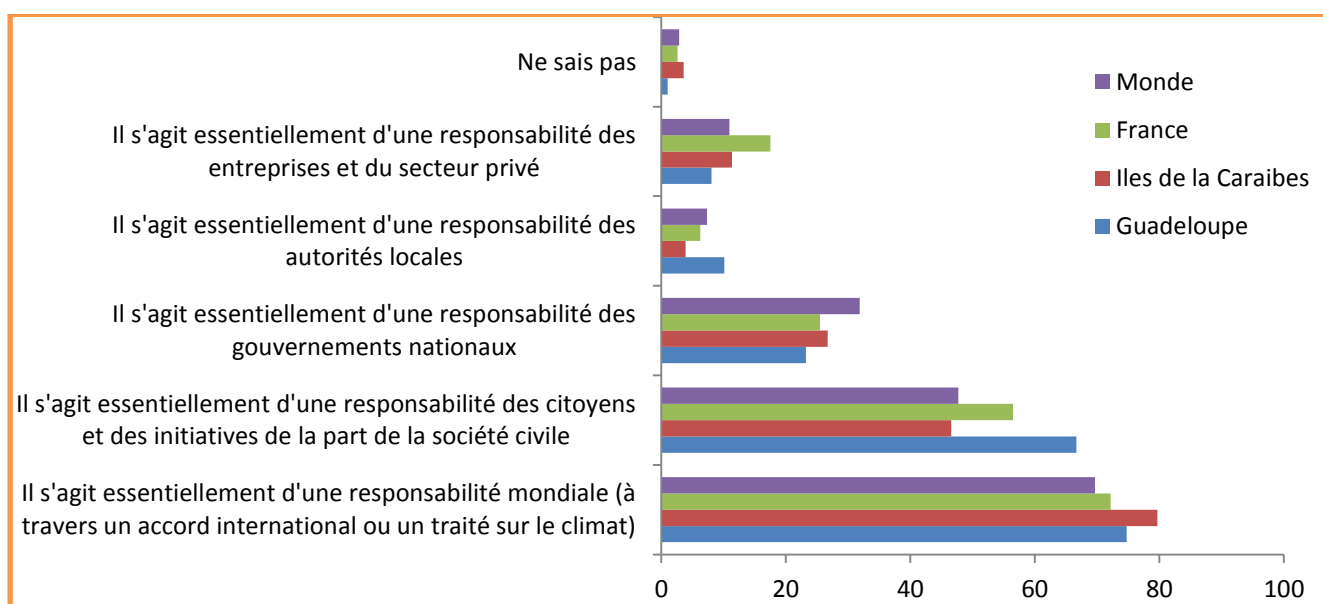


Mais le dernier espoir porté par la conférence de Paris semble porter ses fruits en France où 76 % des citoyens pensent que « tout doit être fait à Paris pour limiter le réchauffement de la température à 2°C » (80% en Guadeloupe). Au niveau mondial, les citoyens sont moins catégoriques : ils ne sont que 64 % à considérer que « tout doit être fait » pour y parvenir.

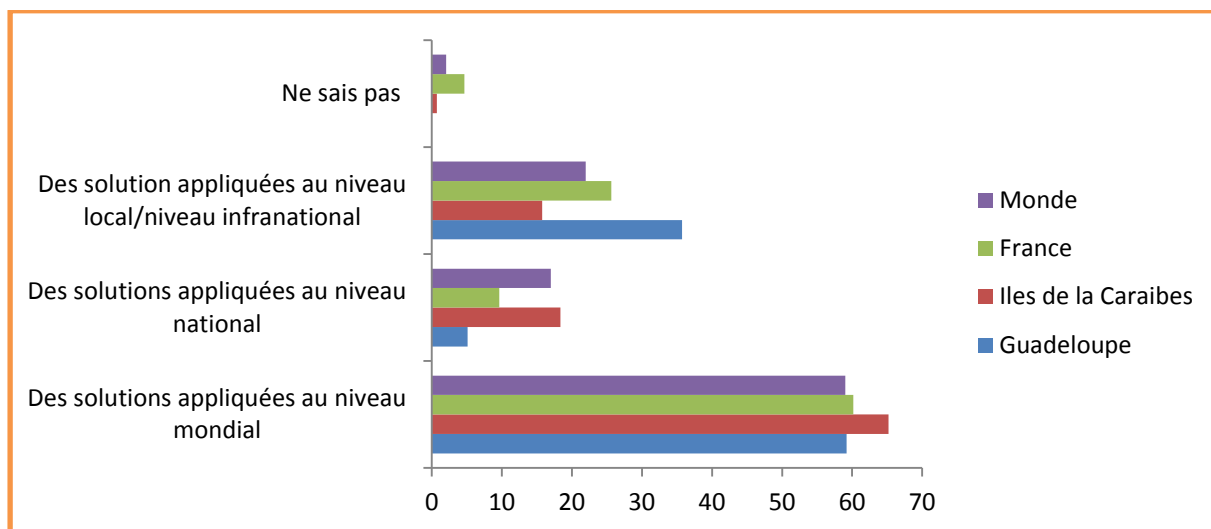


S'adapter ou atténuer le réchauffement climatique ?

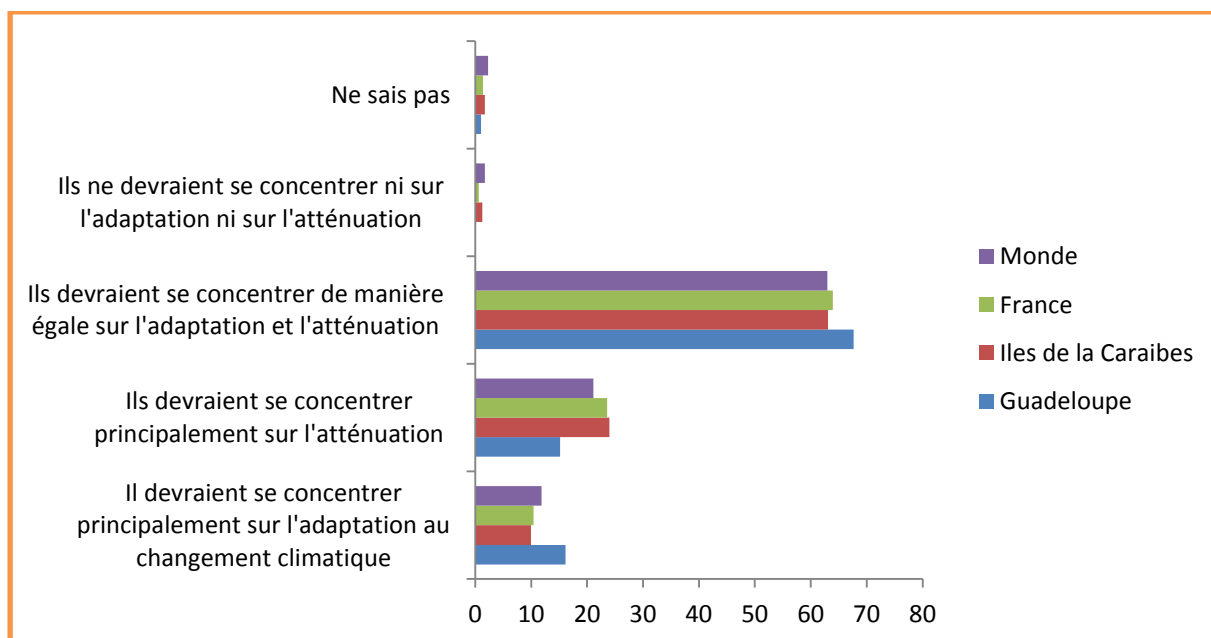
Si, 69 % des citoyens du monde estiment que la lutte contre le changement climatique est « avant tout » une responsabilité mondiale (75% en Guadeloupe), ils sont quand même 48 % à estimer que c'est « essentiellement » une responsabilité des citoyens (67% en Guadeloupe).



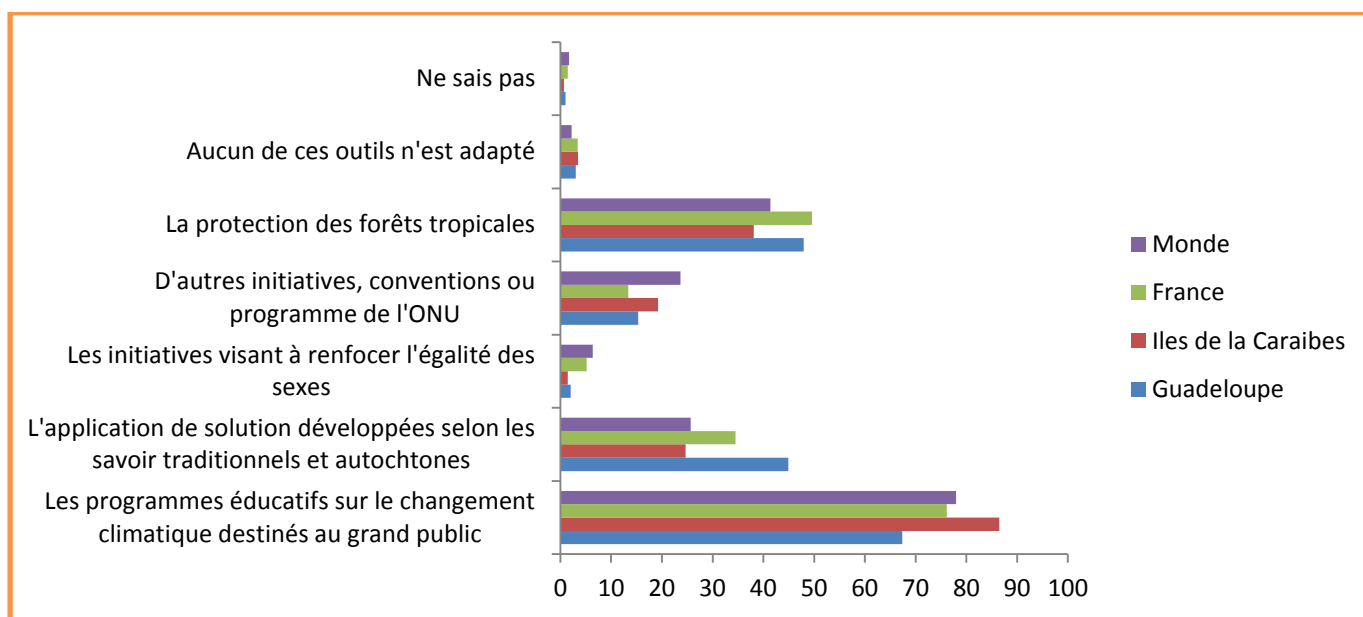
Toutefois, 56 % des citoyens du monde pensent majoritairement que les solutions les plus efficaces pour lutter contre le réchauffement climatique restent les solutions appliquées au niveau mondial (59% en Guadeloupe).



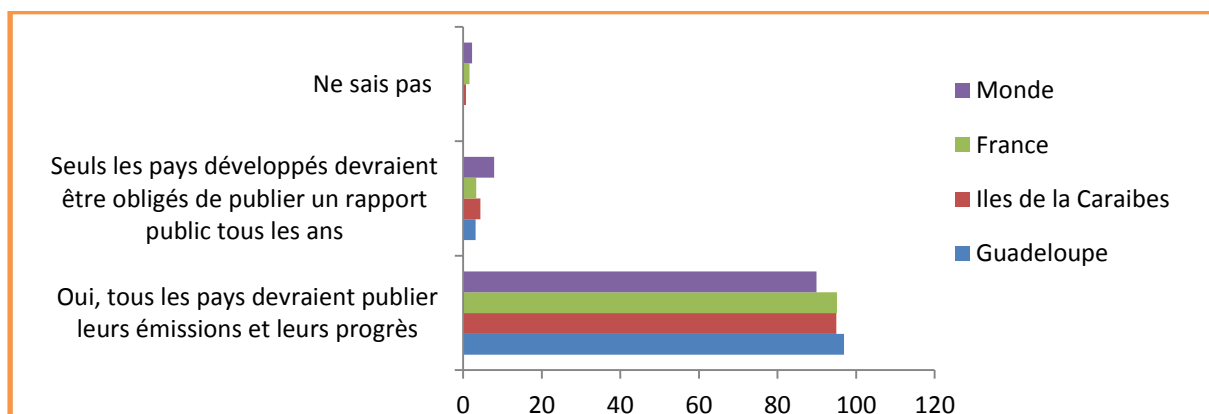
Dans cette perspective, 64% des citoyens estiment que les efforts mondiaux devraient se concentrer de manière égale sur l'adaptation et l'atténuation (68% en Guadeloupe).



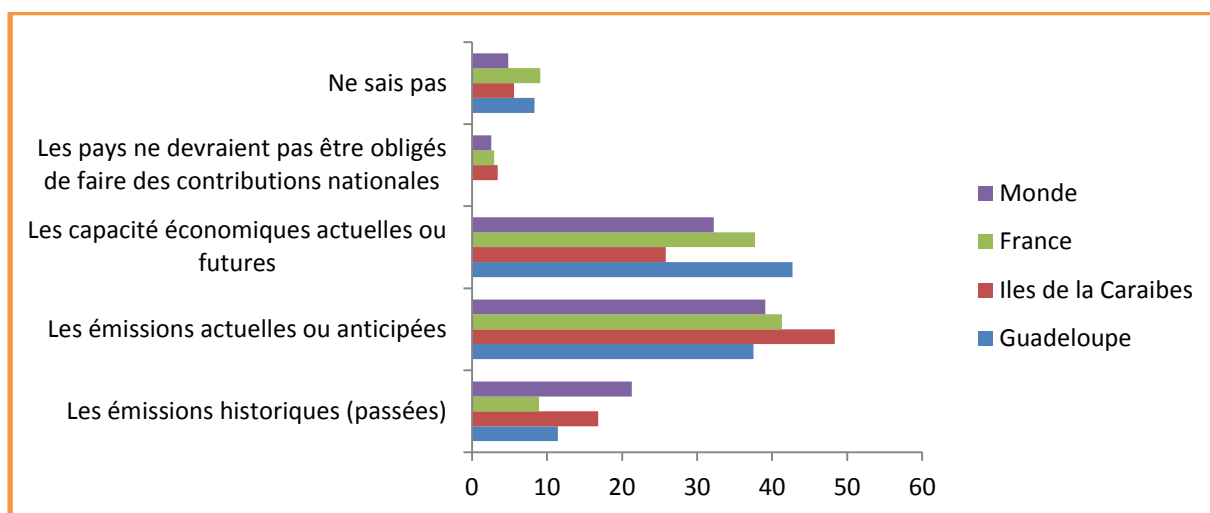
Les mesures qui rencontrent l'adhésion la plus large sont logiquement celles qui sont les moins contraignantes. Ressortent ainsi comme outils les plus adaptés à la réduction des émissions, les programmes éducatifs destinés au grand public (78 % dans le monde et 67% en Guadeloupe), la protection des forêts tropicales (42 % dans le monde et 48% en Guadeloupe) et l'application de solutions développées selon les savoirs traditionnels et autochtones (26% dans le monde et 45% en Guadeloupe).



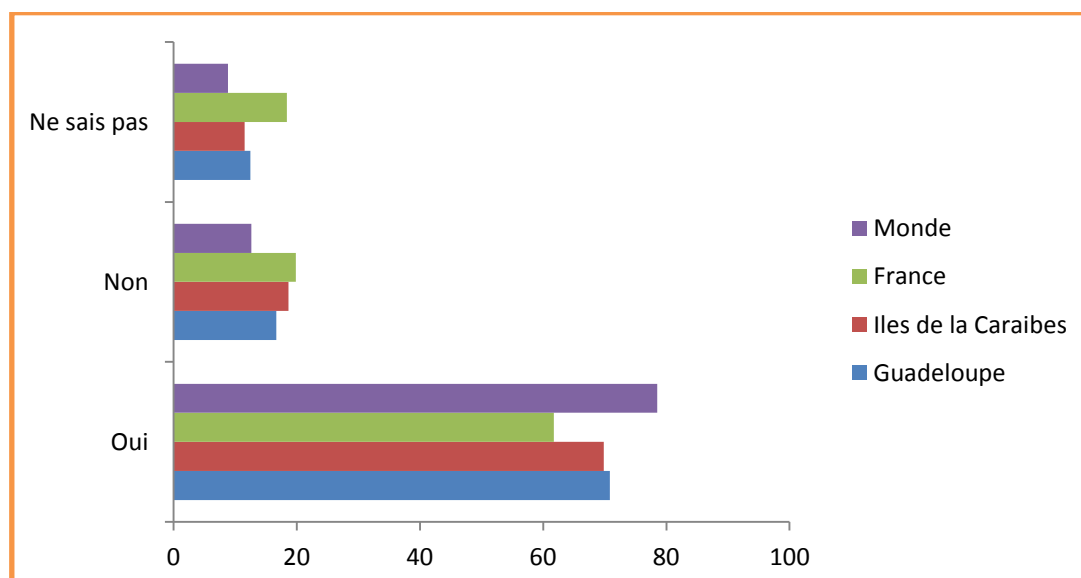
Plus de 80 % des citoyens du monde et 85% des Français pensent que leur pays doit réduire les émissions de gaz à effet de serre, même si les autres n'agissent pas. Ils pensent même majoritairement que tous les pays devraient publier leurs émissions et les progrès réalisés (91 % au niveau mondial, 95 % en France et 97% en Guadeloupe). Mais, souveraineté nationale oblige, à peine 50 % des citoyens acceptent le principe d'inspection entre les Etats pour vérifier la sincérité des efforts entrepris.



Pour les citoyens, quelle serait la meilleure façon de fixer l'ambition des contributions nationales dans la lutte contre le réchauffement ? Cette question divise grandement les politiques, mais un peu moins les citoyens. Selon eux, les contributions devraient donc se baser sur les émissions historiques (21 % Monde et 11% Guadeloupe), les émissions actuelles ou anticipées (39 % Monde et 38% en Guadeloupe) et les capacités économiques actuelles ou futures (32 % Monde et 43% en Guadeloupe).

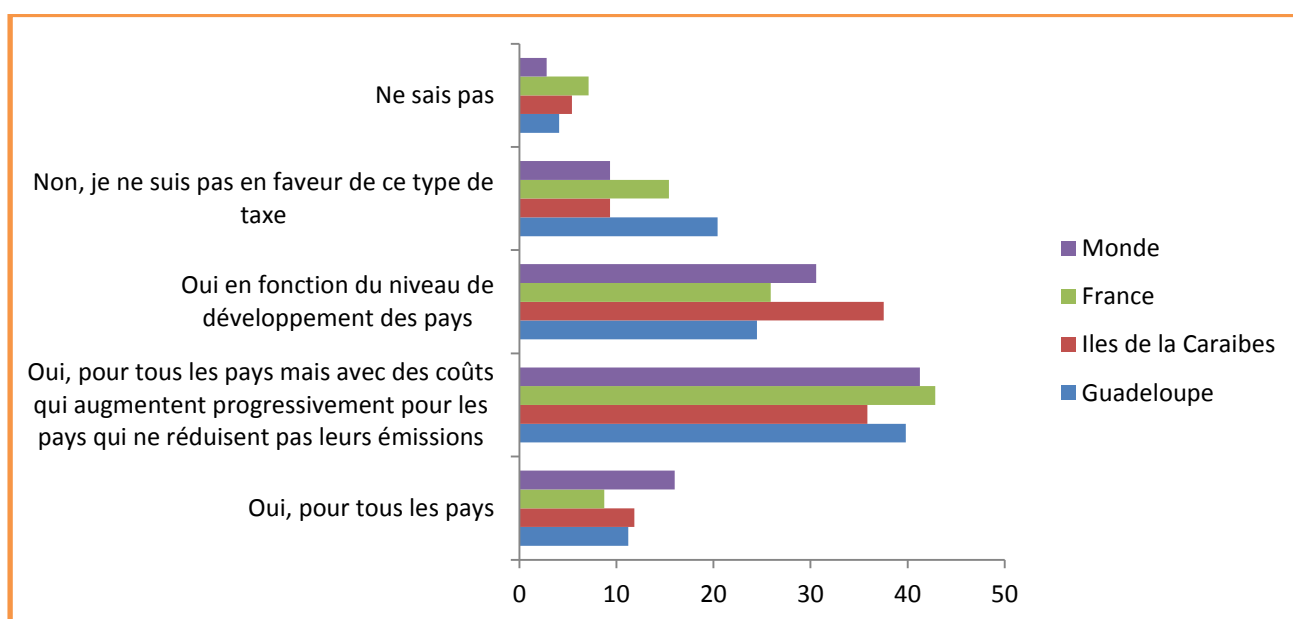


Pour aider à l'atténuation et à l'adaptation dans les pays à faibles revenus, 78 % des citoyens du monde considèrent que les pays à haut revenu devraient payer plus que les 100 milliards de dollars annuels, prévus par le fonds vert. En France, un pays directement concerné, les citoyens partagent évidemment un peu moins cet avis (62 % contre 71% en Guadeloupe).



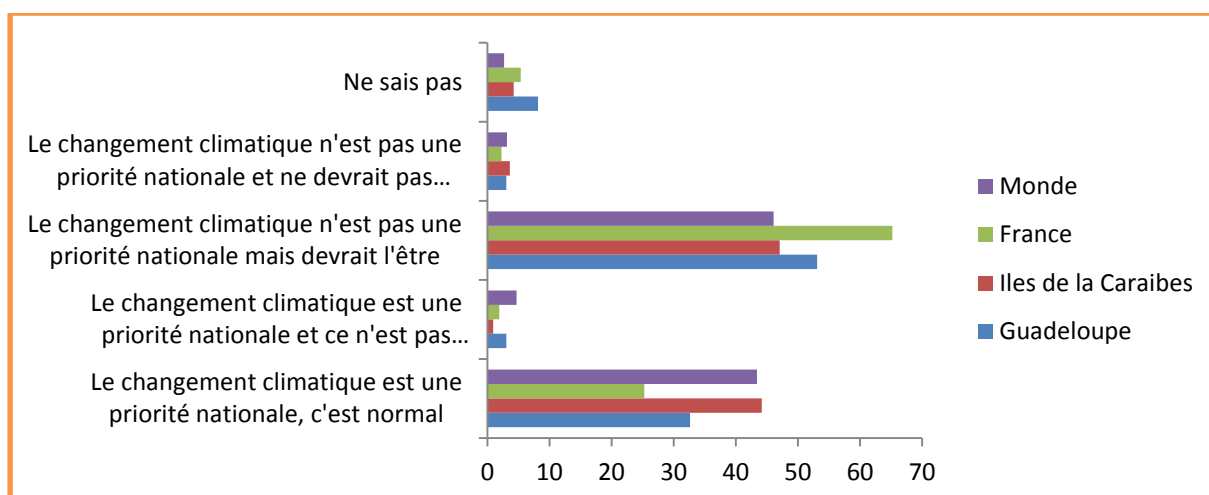
De plus, trois quarts des citoyens du monde estiment que les efforts des pays en développement devront dépendre du soutien financier des pays développés. Reste à se mettre d'accord sur les modalités de financement du Fond vert pour le climat.

Autre enseignement du débat citoyen planétaire, la taxe carbone n'est rejetée en principe que par une minorité (moins de 10%) des personnes interrogées. En revanche, seuls 16% pensent qu'elle devrait s'appliquer à tous les pays sans exception (11% en Guadeloupe), 40% qu'elle devrait être indexée sur les efforts réalisés par chaque pays (40% en Guadeloupe) et 30% plaident pour qu'elle soit inversement proportionnelle au niveau de développement de chacun (24% en Guadeloupe).

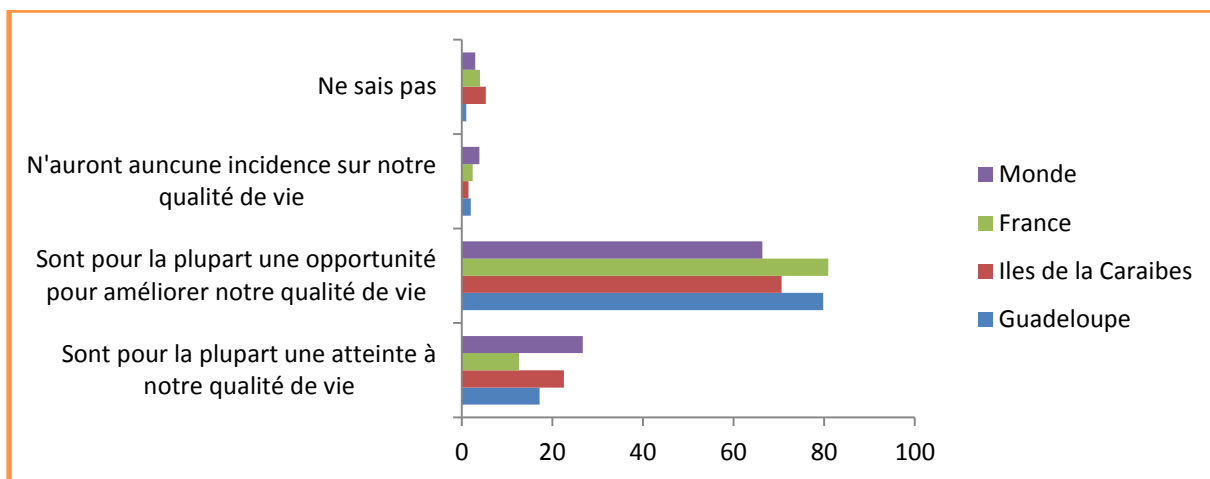


Le débat fait remonter des différences culturelles importantes entre les pays

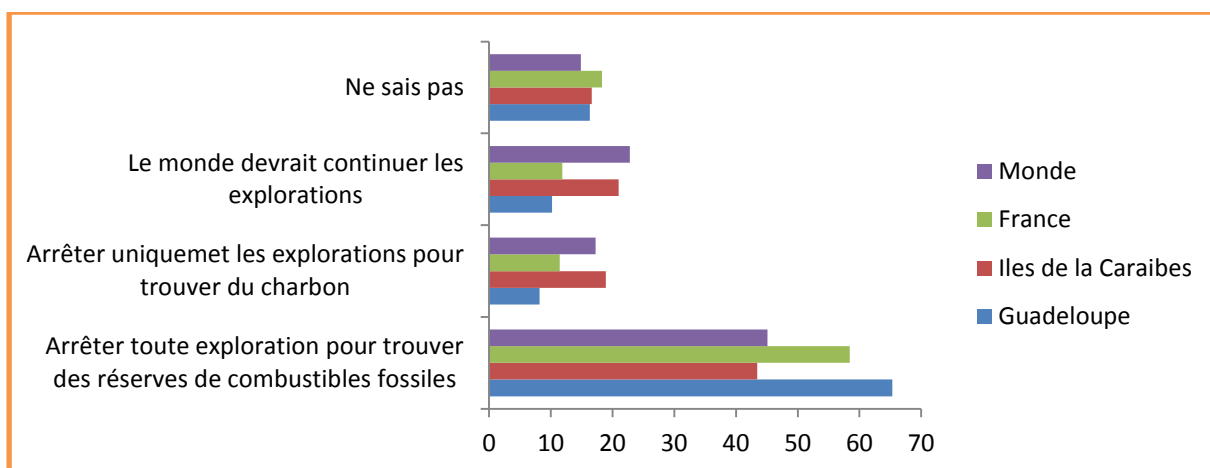
Votre gouvernement en fait-il assez pour endiguer le réchauffement climatique? Cette question divise profondément les acteurs du débat planétaire. D'un côté, 44% estiment que leur pays a fait de cette cause une priorité et le soutiennent dans cette démarche. De l'autre, 46% des citoyens du monde estiment au contraire que leur pays n'en fait pas assez. Ici, la dichotomie Nord/Sud est particulièrement frappante. C'est dans les pays développés que les citoyens sont les plus critiques à l'égard de l'engagement de leurs gouvernants. En France, 65% des participants regrettent que leur pays n'ait pas fait de la lutte contre le changement climatique une priorité (53% en Guadeloupe) tandis que les petits Etats insulaires, très vulnérables à la crise environnementale, obtiennent 51% de soutien de la part de leurs administrés.



81 % des Français estiment que le changement climatique est une opportunité pour améliorer notre qualité de vie (80% en Guadeloupe), alors qu'au niveau mondial, seulement 66 % des citoyens sont aussi optimistes.



Si le diagnostic est globalement partagé, l'affaire se complique quand il s'agit d'arrêter les solutions pour endiguer le changement climatique. Signe que les citoyens du monde anticipent la fin du paradigme pétrolier, beaucoup (45%) estiment que les Etats ne doivent plus encourager la recherche de nouvelles réserves d'énergies fossiles particulièrement polluantes. Mais, sans surprise, ce résultat chute de dix points lorsqu'on interroge les seuls pays producteurs d'hydrocarbures.



Importance du nucléaire oblige, seulement 47 % des Français estiment que les subventions aux énergies renouvelables doivent être prioritaires pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre ; les citoyens sont 57 % à considérer cette option dans le monde et 51% en Guadeloupe.

La dernière grande différence porte certainement sur l'utilité du débat citoyen planétaire dans le processus de décision de la COP21. 84 % des citoyens du monde estiment que ce processus est « utile ou tout à fait utile », lorsque les Français, désabusés, ne sont que 65 % à avoir cette opinion (64% en Guadeloupe).

B. Synthèse des résultats de la séquence régionale : PCET

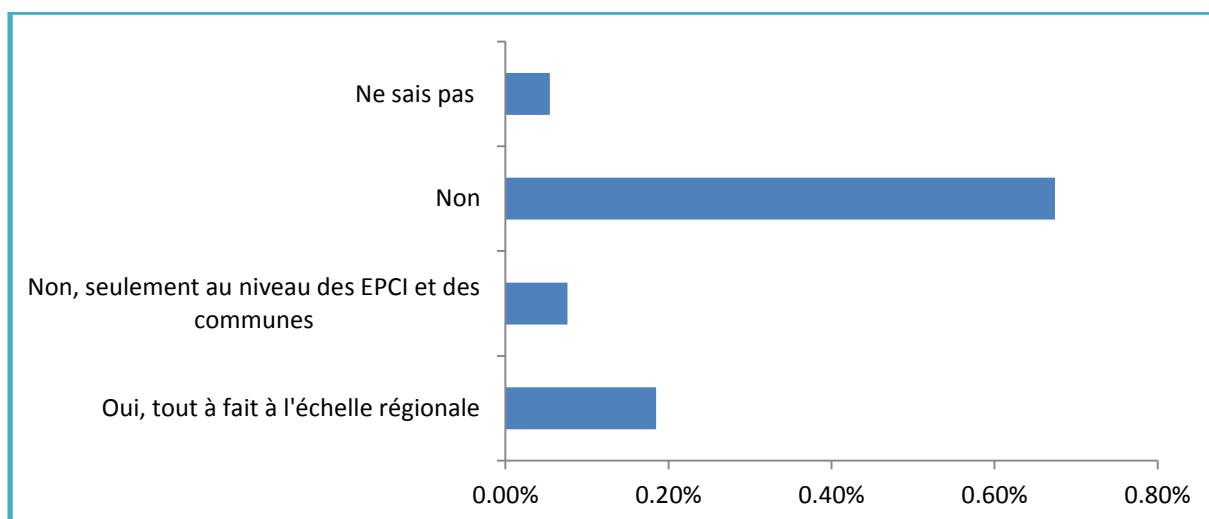
Les résultats de la séquence régionale suivent les mêmes tendances qu'à l'échelle planétaire.

1. Selon vous, le changement climatique constitue-t-il une menace importante pour la Guadeloupe ?

Le sentiment d'exposition du territoire au changement est très important pour les citoyens guadeloupéens. En effet, 92% des participants estiment que le changement constitue une menace importante pour le territoire.

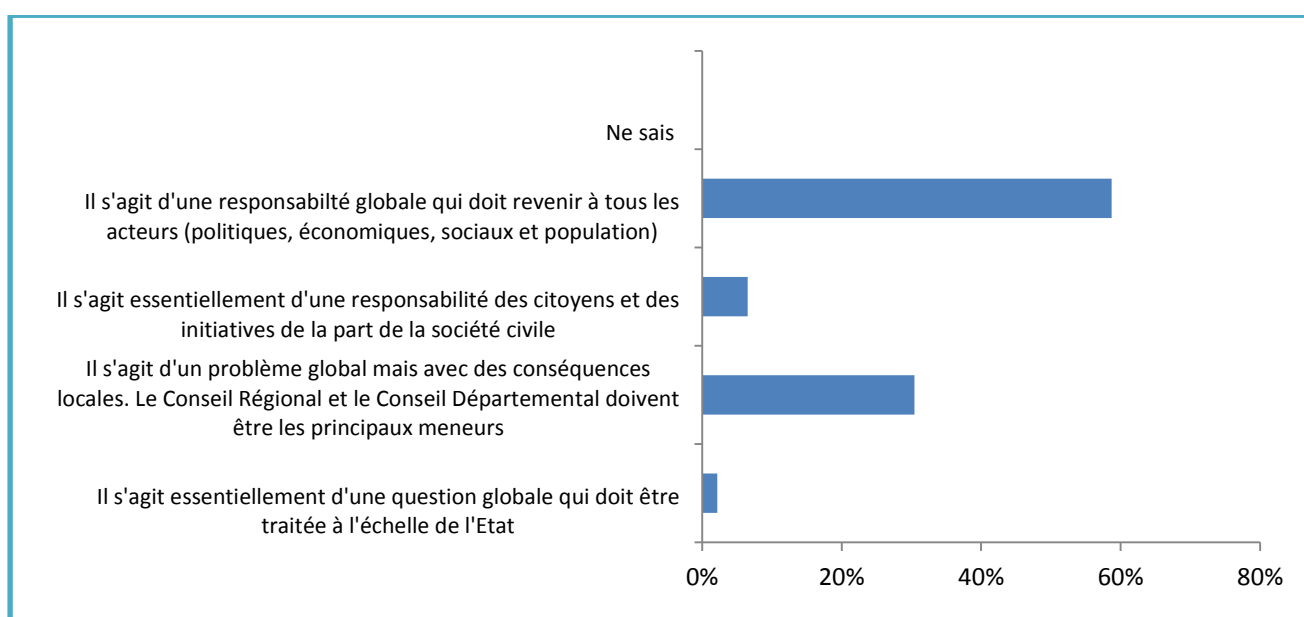
2. Selon vous, le changement climatique est-il suffisamment pris en compte dans la politique globale menée en Guadeloupe ?

Près de 68% des citoyens estiment que le changement climatique n'est pas suffisamment pris en compte dans la politique globale menée en Guadeloupe. Toutefois, 18% d'entre eux considèrent que cette politique est traitée à l'échelle du Conseil Régional.



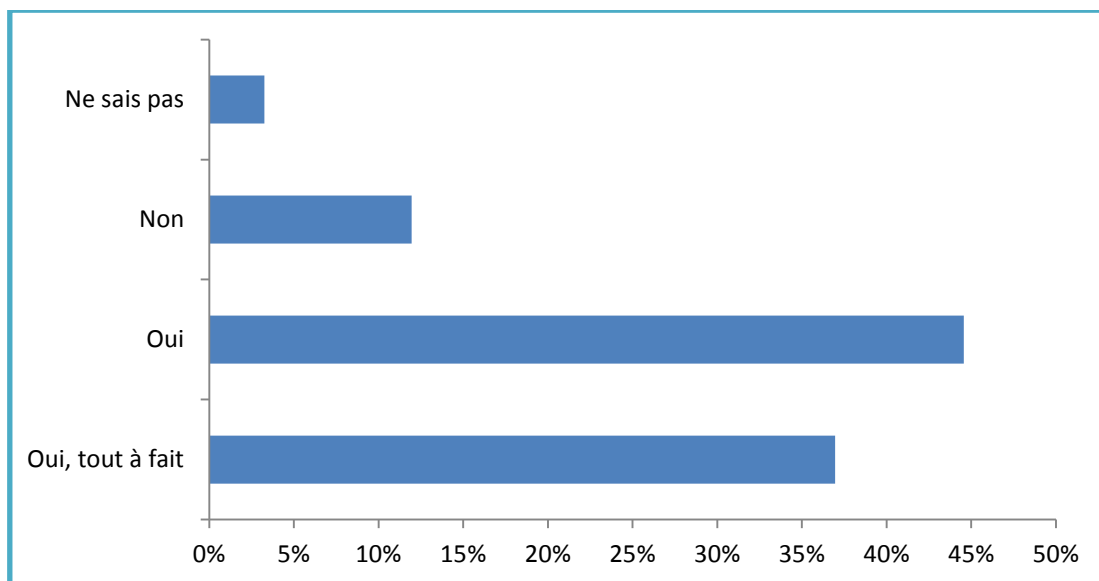
3. A votre avis, qui devrait essentiellement être responsable de la lutte contre le changement climatique en Guadeloupe ?

Cette responsabilité devrait revenir à l'ensemble des acteurs du territoire qu'ils soient politique, socio-économique ou de la société civile pour 60% des citoyens. Néanmoins, 30% des citoyens guadeloupéens pensent que les principaux acteurs dans la lutte contre le changement climatique sont le Conseil Régional et le Conseil Départemental.



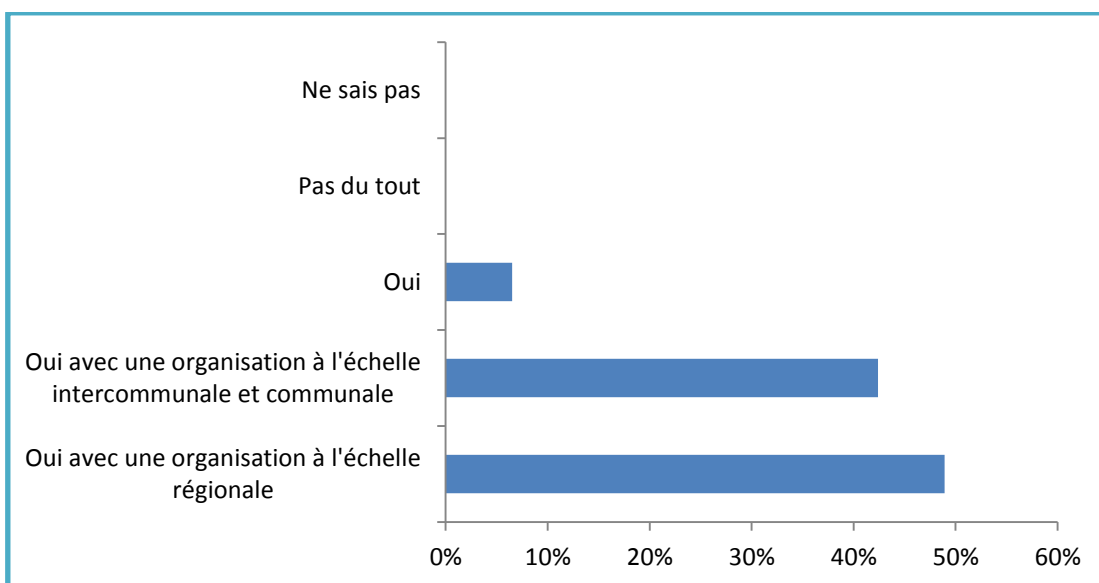
4. Pensez-vous que les trois axes les plus générateur d'émissions de gaz à effet de serre (transport, consommations d'énergie et production d'énergie) mis en avant par les résultats du PCET reflètent les grands enjeux du territoire guadeloupéen au regard du changement climatique ?

Pour près de 82% des citoyens les principales sources d'émissions de gaz à effet de serre sont liées au transport, à la consommation d'énergie et la production d'énergie (non renouvelable). Ainsi, selon eux les efforts d'atténuation doivent se porter en priorité sur ces trois postes pour lutter contre les impacts du changement climatique en Guadeloupe.



5. Pensez-vous que des processus de dialogue comme le Débat Citoyen Planétaire (World Wide Views) devraient être organisés localement en Guadeloupe afin de traiter du changement climatique de façon plus détaillée ?

91 % des citoyens estiment que ce processus devrait être organisé localement afin de traiter du changement climatique de façon plus détaillée. Pour 49% d'entre eux l'organisation devrait se tenir à l'échelle régionale. Tandis que pour 42% des citoyens cette organisation devrait être réalisée à l'échelle intercommunale ou communale.



C. Les contributions concrètes pour la lutte contre le changement climatique en Guadeloupe

A la suite de la session régionale chaque citoyen était invité à proposer des contributions à mettre en œuvre pour réduire les émissions de gaz à effet serre et limiter les impacts du changement climatique sur le territoire.

De nombreuses contributions concrètes balayant l'ensemble des politiques publiques ont été énoncées dans plusieurs domaines :

L'éducation :

- Eduquer la population aux enjeux et conséquences du changement climatique ;
- Editer une plaquette ou un document à destination des scolaires afin de les sensibiliser au changement climatique (Ex : la valise CTIG ou des activités ludiques en périscolaire) ;
- Réaliser des campagnes d'éducation de la population (toutes les tranches d'âge).

La sensibilisation et l'information du public :

- Améliorer la communication sur la maîtrise de l'énergie au niveau scolaire, associations et grand public ;
- Intensifier l'information sur les espaces INFO ENERGIE ;
- Augmenter la communication par des reportages TV sur les solutions d'économie d'énergie et sur les énergies renouvelables déjà mis en place en Guadeloupe (Ex : Maison individuelle auto suffisante en énergie solaire et eau).

Engager des changements de modes de consommation :

- Inciter à la consommation des produits locaux ;
- Eduquer la population à la consommation locale dès le plus jeune âge ;
- Produire selon le principe des jardins créoles ;
- Renforcer les commerces de proximité ;
- Développer et encourager l'agriculture biologique ;

- Valoriser l'économie circulaire sur le territoire ;
- Mettre à disposition de la population des bacs individuels pour le tri sélectif ;
- Optimiser le traitement des déchets.

Agir sur nos modes de déplacement :

- Relancer et organiser le transport maritime (cabotage) ;
- Optimiser le système actuel de transport de personnes (horaires, abonnements, étudiants, le rendre le plus attractif, ...) ;
- Aménager des pistes cyclables sécurisées ;
- Mettre en place des navettes gratuites dans les centres villes ;
- Inciter au covoiturage et créer des aires de covoiturages sécurisées ;
- Mettre en place un système de voitures et vélos en libre-service sur le territoire ;
- S'équiper de bus roulant avec l'énergie propre ;
- Appliquer les réglementations de transport pour les poids lourds ;
- Réduire la limitation de vitesses sur certains axes stratégiques ;
- Encourager le développement de l'utilisation des véhicules électriques.

Optimiser la maîtrise de l'énergie et le mix énergétique local

- Favoriser l'installation d'éoliennes en bordure littorale ;
- Renforcer le développement de l'énergie solaire sur le territoire ;
- Augmenter la part de la géothermie et de l'éolien dans le mix énergétique ;
- Développer les énergies renouvelables d'origine marine ;
- Réduire l'éclairage public la nuit notamment dans les centres-bourgs ;
- Développer les constructions à faible consommation d'énergie (ventilation, énergie solaire, toitures végétalisées...) ;
- Renforcer l'autoconsommation dans le résidentiel et le tertiaire (panneaux solaires - photovoltaïques, micro éolienne) ;
- Réaliser des études sur la valorisation des algues sargasses en biomasse.

L'urbanisation :

- Créer des éco-quartiers lors des nouveaux programmes d'aménagement du territoire.

La protection de l'environnement :

- Créer des zones de reboisement (puits de carbone) en fonction des besoins et de la géographie (zones industrielles ou zones urbaines) ;
- Diminuer et réguler les abattages des arbres et favoriser l'élagage ;
- Faire de l'écologie un enjeu politique majeur face au changement climatique.

4. Mise en perspective

Bien que les résultats diffèrent d'un pays à l'autre, il n'y a pas de différences significatives entre les continents : les participants se sont majoritairement déclarés familiers des questions traitées et préoccupés par le changement climatique.

Dans l'ensemble, les participants en Guadeloupe se sont déclarés satisfaits des débats, des livrets d'information et des vidéos qu'ils ont jugés, à 97%, équilibrés et informatifs. Ce résultat indique que, si les citoyens reçoivent des informations factuelles sur le changement climatique et ont le temps de discuter avec leurs concitoyens, ils auront tendance à se mobiliser.

Un bilan des résultats a été présenté aux négociateurs mondiaux lors de l'intersession du 15 Juin à Bonn (Allemagne).

Les résultats seront également présentés au cours d'un grand événement à Paris à J-60 de la COP 21 pour une prise en compte des priorités des citoyens concernant la problématique du changement climatique aux négociations.

Enfin, une stratégie de dissémination sera mise en place à l'échelle locale dans le but d'engager les décideurs et les parties prenantes dans un dialogue sur les résultats de ce projet et d'alimenter les décisions politiques sur le Climat et l'Energie tout en assurant la promotion de la participation citoyenne aux prise de décisions.